



Décision n° 2018-290

autorisant une activité de prises de vues
réalisée dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du parc national, les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur ainsi que l'annexe 5,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la prestation accordée au groupement de bureaux d'études AGORA PUBLICA et ATELIER 963, notifiée le 6 juillet 2018 par l'Établissement public du parc national du Mercantour,

Considérant que la demande de prises de vues et de sons consiste à réaliser une enquête auprès des visiteurs du site de la Bonette afin de recenser leurs attentes, dans le cadre de la réalisation d'un plan d'interprétation du site,

Considérant que la demande est à ce titre susceptible de correspondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « *2° participation aux missions de l'Établissement public du parc national* »

Décide :

Article 1:

Les bureaux d'études « AGORA PUBLICA » et « ATELIER 963 », constitués en groupement représentés par Madame FLORENCE Dominique et ci-après désignés « les bénéficiaires », sont autorisés aux conditions définies dans les articles suivants, à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons ont vocation à constituer une enquête sur les attentes des visiteurs du site de la Bonette, dans le cadre de la réalisation d'un plan d'interprétation du site, mené sous la maîtrise d'ouvrage du Parc national du Mercantour.

Article 2 :

Cette autorisation est accordée pour la période du 06 juillet 2018 au 31 décembre 2019 sur l'ensemble du site de la Bonette (Saint-Etienne-de-Tinée, Saint-Dalmas-le-Selvage, Uvernet-Fours et Jausiers).

Article 3 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

3.1. Les bénéficiaires s'assureront de l'accord préalable des personnes interrogées et filmées dans le cadre de l'enquête réalisée.

3.2. Les prises de vues et de sons devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation du milieu naturel de quelque manière que ce soit.

A ce titre, la recherche et la poursuite de toute espèce animale sont interdites.

3.3. Toute publicité, sous quelque forme que ce soit, est interdite dans le cœur du parc national.

A ce titre, le bénéficiaire est tenu de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

La présente décision ne vaut pas autorisation dérogatoire à l'interdiction de survol à moins de 1000 mètres du sol d'un aéronef télépiloté sans personne à bord (drone).

Article 5 :

La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée du tournage.

Article 6 :

6.1. A l'échéance de la présente, le bénéficiaire transmettra au siège de l'Établissement public du parc national du Mercantour :

- la copie intégrale des prises de vues et enregistrements sonores réalisés dans le cadre de la présente.

6.2. Le bénéficiaire est tenu de ne pas réutiliser les images réalisées dans le cadre de la présente décision, à d'autres fins ou dans un autre contexte que le documentaire énoncé à l'article 1. La cession à un tiers n'est pas davantage autorisée par la présente.

Article 7 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès des communes, propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du Parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Le bénéficiaire en assume toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 9 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

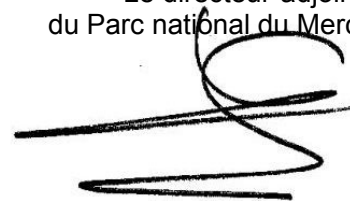
Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 26 juillet 2018

Le directeur-adjoint
du Parc national du Mercantour

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' shape with a horizontal line extending to the left and a smaller loop at the bottom.

Laurent SCHEYER